

Espoir n°178

Témoignage, par Karl Lamers

La crise de l'Union européenne est une crise de beaucoup de ses membres, des Etats nationaux, donc de sa base. Ce n'est pas une crise de ses institutions. Même si les causes en sont différentes, ce qui s'exprime dans chacun d'eux, c'est une fragilisation de l'identité nationale. Un facteur commun de ces manifestations diverses, c'est aussi le lien, direct ou indirect, avec la globalisation et avec sa variante européenne.

Un aspect essentiel de l'identité européenne, et de chacun de ses Etats nationaux, c'est la volonté d'instaurer un équilibre entre une économie libérale et une société solidaire. Cet objectif est aussi un moteur essentiel pour sa cohésion et sa coopération. Il est en crise, parce que beaucoup d'Etats membres de l'Union européenne ont dépensé dans ce but plus d'argent qu'ils n'en avaient, et aussi parce qu'ils ont au même moment négligé le volet des recettes de l'Etat, l'économie, ou qu'ils l'ont affaiblie par une fiscalité trop importante et des régulations erronées. Plus cette situation se prolonge, plus la crédibilité de ces Etats souffre. Tout cela est connu et se trouve en détail en première ligne des débats publics. Ce qui doit retenir l'attention, c'est ce qui se trouve derrière cette évolution : la fatale fixation des politiques européennes sur le présent, qui constitue un aspect négatif de l'identité européenne, et n'est bien entendu pas séparable de l'un de ses plus hauts idéaux, la démocratie. Celle-ci est mise manifestement à l'épreuve, comme le montrent les résultats des élections en Grèce, en Italie et en France, en faveur de partis populistes et extrémistes, de droite ou de gauche. Ils sont souvent interprétés comme une protestation contre l'Europe, mais ils sont en fait plutôt une protestation contre chacune de ces politiques nationales qui se sont montrées incapables de concilier le souhaitable avec le possible, et les attentes actuelles des citoyens avec la sauvegarde des intérêts futurs des nations – politiques nationales qui camouflent volontairement en une thérapie européenne (dont elles sont co-décisionnaires) les causes des crises nationales (dont elles sont seules responsables). Il est certain que, dans une démocratie, chaque peuple a en fait le gouvernement et les partis qu'il mérite. Mais il n'en est pas moins vrai que les élus ont une responsabilité particulière pour faire ce qui, au mieux de ce qu'on sait et de ce qu'on doit, est nécessaire à la nation, même si c'est parfois douloureux – et non ce que semble exprimer une opinion publique la plupart du temps diffuse. Cela comporte le risque, certes, de ne pas être réélu, comme le gouvernement Schröder en a fait l'expérience en Allemagne. Oui, on peut bien ainsi parler d'une crise de la démocratie dans beaucoup de pays d'Europe, et donc bien sûr d'une crise d'un élément central de l'identité européenne.

Si la politique des deux principaux camps politiques en France a en ce sens échoué, selon l'avis de la majorité des Français, et si ce n'est que par le capital très important – mais cependant pas inépuisable – de ses ressources matérielles et immatérielles que le pays n'a pas été depuis longtemps conduit à la crise, cela est à relier avec un élément, avec peut-être l'élément central de l'identité française : la croyance dans le rôle central de l'Etat pour la nation. « L'Etat précède la nation », comme l'a dit le médiéviste Bernard Guenée. Oui, il a raison : dans leur confrontation avec le pouvoir politique, avec l'Etat, les habitants du pays – qui n'y ont pas toujours été associés volontairement, et qui sont très divers – ont développé une vision commune (c'est-à-dire une façon de se définir soi-même comme une communauté constituée politiquement), et ainsi une identité française commune. C'est l'Etat qui fait la nation, „l'Etat Nation“. La France est tout simplement le modèle de l'Etat

nation, et cet Etat s'est occupé de tout déjà très tôt en France, et notamment du bien-être de ses citoyens. Le colbertisme est le synonyme bien connu de cette politique. Il imprime sa marque à l'économie bien plus directement et plus fortement que ne le font les autres Etats. Alstom en est le dernier exemple. Cette politique se heurte de plus en plus souvent à un obstacle insurmontable : la globalisation. C'est cette réalité qui ignore les frontières et vide de sa substance le principe territorial, car celui-ci repose sur l'existence supposée de frontières fixes, le cas échéant qu'on peut fermer, à l'intérieur desquelles le pouvoir politique, l'Etat, décide seul, en dernier ressort, et sur tout. La globalisation fait disparaître les frontières, et donc vide de contenu cette capacité, c'est-à-dire vide de contenu la souveraineté.

Le moteur et le prototype de ce processus, c'est l'économie. Il ne faut pas aller bien loin pour constater que cette évolution est profondément enracinée dans l'évolution de l'humanité. C'est donc révélateur si le précédent ministre français de l'économie s'exprimait en faveur d'une « démondialisation ». Il s'agissait en l'occurrence d'une forme de nationalisme régressif, d'une tentative de retour dans la coquille d'escargot nationale.

Depuis „l'expansion européenne“ il y a 600 ans, avec le développement des sciences naturelles, qui ont été la base de la révolution industrielle, comme avec la révolution de la communication digitale lancée par les Etats-Unis, qui sont un prolongement de l'Europe, ce sont les Européens qui ont lancé les derniers développements marquants de ce processus de disparition des frontières. Internet lui donne une nouvelle dimension et l'accélère d'une façon angoissante. La révolution industrielle, qui a commencé en Europe il y a plus de 200 ans, a eu de même ces premiers effets révolutionnaires, que nous désignons aujourd'hui du nom de globalisation. Personne ne l'a identifié plus tôt et plus clairement que Karl Marx dans son Manifeste communiste de l'année 1848, qui, dans sa partie analytique, aurait pu être considéré comme visionnaire encore 100 ans plus tard. Ou qu'on se souvienne que, dans la deuxième moitié du 19e siècle, dans la partie occidentale industrialisée de l'Europe, il y avait déjà une union monétaire de facto avec l'étalon or et des cours de change fixes. Elle était la conséquence de la croissance des échanges économiques entre les Etats, qui elle-même était la conséquence de l'industrialisation.

Il y a donc plus de cent ans que le caractère de l'époque appelait clairement à la nécessité d'une coopération des Etats européens, à une disparition des frontières „politiques“. Au lieu de cela, les Etats se sont lancés dans un nationalisme agressif, orgueilleux et absolu. En particulier la „nouvelle venue“, l'Allemagne. Cela a conduit en définitive à la catastrophe des deux guerres dans la première moitié du siècle dernier, qui a mis aussi un terme à la domination mondiale de l'Europe. Tous les Européens ont été perdants – même si, jusqu'à aujourd'hui, ils ne veulent pas tous le reconnaître –, les seuls gagnants ont été les Etats-Unis et l'Union soviétique.

L'une, sinon la principale racine du nationalisme, c'est l'insécurité collective. Celle-ci était la conséquence des profonds bouleversements des sociétés européennes, eux-mêmes conséquence de la production industrielle comme des tendances à la disparition des frontières qui lui sont liées, car les frontières limitent certes la liberté, mais donnent aussi orientation et sécurité. Une solution semblait être de repousser plus loin les frontières. Cela signifiait une unité de l'Europe par la contrainte, par l'hégémonie – une tentation à laquelle a succombé au premier chef une Allemagne particulièrement fragilisée.

En 1945, après les deux guerres *mondiales*, donc aussi un phénomène de la globalisation, les Européens dans la partie libre du continent ont enfin compris que seule une coopération

institutionnalisée sur la base de la liberté était en mesure de garantir la paix entre eux, ainsi que leur avenir. Lors des différentes étapes qui s'en sont suivies logiquement pour le renforcement de la coopération économique, ils n'ont pas seulement tenu compte des tendances vers la globalisation, masquées il est vrai aux Européens par les guerres (même si elles n'avaient pas disparu), mais désormais à nouveau bien visibles. Les Européens ont en fait renforcé encore ces tendances en supprimant toutes les frontières formelles qui s'y opposaient, comme les limitations pour les voyages, les frontières douanières, les différentes régulations et normes nationales. Ils ont réalisé une variante particulièrement compacte de la globalisation.

Mais Jean Monnet avait raison : „l'Europe est une contribution à un monde meilleur“. Elle n'est pas encore ce monde lui-même. Notre monde n'est en aucune manière un monde uni, il est au contraire profondément déchiré, parce qu'injuste, inégalitaire et en décalage dans le temps. Tous les hommes, en effet, qui vivent *au* même moment, ne vivent pas *dans* le même moment (même sur le continent européen, il existe à cet égard un exemple remarquable : la Russie). Notre voisinage immédiat au sud et à l'est de la Méditerranée est en ébullition, voire même connaît la guerre civile. Cela engendre également des flux de réfugiés, de la famine et du chaos dans une large partie de l'Afrique noire. Le terrorisme ne menace pas seulement de l'extérieur les sociétés européennes. Il se niche en elles-mêmes. Et ce n'est que par les efforts communs de tous les peuples que pourront être traités les dommages qui ont été faits à la nature, tout simplement à notre monde, par notre façon de vivre, à nous Européens, et qui a été maintenant reprise par toute l'humanité.

Toutes ces formes apparentes de la globalisation créent de l'insécurité pour les citoyens européens, et font croître l'aspiration pour des frontières, des murs, de la protection.

Compte tenu de ces réalités dramatiques, faut-il encore souligner que notre bien-être en Europe dépend du bien-être des autres, et pas seulement sur le plan économique ? Et faut-il encore souligner que beaucoup de problèmes, comme une meilleure régulation des marchés financiers, qui sont extrêmement globalisés, ne peuvent pas être réglés correctement sur un territoire de dimension régionale, comme l'est l'Europe ?

Oui, un monde uni a besoin sans aucun doute d'une régulation meilleure et plus forte que celle, balbutiante, dont nous disposons aujourd'hui. Peut-on croire sérieusement que des Etats dont le plus important ne regroupe – encore – qu'un pourcent de la population mondiale, peuvent faire face à ce défi ?

Oui, n'y aurait-il pas suffisamment de bonnes raisons internes pour la réunion des Européens, les défis du monde seraient plus que suffisants. Ainsi, on peut, non il faut dire : l'Europe est une nécessité au sens strict de ce mot, et c'est ce que disait Hegel : „La liberté, c'est la perception de la nécessité“. Ou, pour le dire plus simplement : ce qu'on doit faire, il faut le vouloir pour lui donner forme.

Un nouveau modèle transnational d'organisation du pouvoir politique est inévitable pour retrouver un vrai pouvoir de conception, en lieu et place d'une souveraineté formelle, mais qui devient de plus en plus vide de contenu – et en premier lieu face à l'économie transnationale.

Se tourner vers le reste du monde, de loin plus vaste, autant que vers ses propres problèmes, ce n'est pas seulement son intérêt très concret pour l'Europe, cela pourrait aussi l'aider à

s'assurer de sa propre identité commune, car l'identité se construit toujours aussi dans la rencontre avec l'autre. L'Europe a perdu sa domination mondiale, mais elle a encore une chance, en proposant avec son unification un nouveau modèle d'organisation du pouvoir politique, de coopération, de bien-être, de paix – un modèle convaincant (malgré toutes ses insuffisances) et nécessaire, tant au niveau mondial qu'au niveau régional. Oui, je n'ai pas peur de le dire, l'Europe a aussi une mission.

En considérant la situation de l'Europe, et d'abord en son sein celle de la France, on ne peut manquer d'y associer une réflexion sur le rôle actuel de l'Allemagne. Il est vrai que l'Allemagne est pour le moment, parmi les plus grands Etats membres de l'Union européenne, le pays le plus stable sur le plan interne, et celui qui réussit le mieux. Mais elle est très éloignée d'une position hégémonique, et de plus elle en est bien consciente. C'est parce qu'elle réussit dans sa politique domestique, qu'elle réussit dans le débat sur le bon chemin à suivre au sein de l'Union européenne. A cet égard, elle est très consciente aussi bien de ses anciennes erreurs que de ses faiblesses actuelles. Parmi celles-ci, il y a sa peur des responsabilités devant les défis de politique extérieure, dès lors qu'il est question de possibles moyens militaires. Cela s'explique pour des raisons historiques, et c'est pour ses partenaires toujours largement plus facile à accepter qu'une absence de réflexion côté allemand, d'autant que l'expérience de la plupart des guerres que l'occident, et en premier lieu les Etats-Unis, ont menées depuis la fin de la guerre froide, invite à la plus grande prudence. Mais l'absence complète de tout engagement militaire ne convient pas non plus, comme le montre par exemple l'intervention de la France au Mali, une intervention qu'elle a faite pour toute l'Europe. Heureusement, cette position allemande a commencé à changer. L'Allemagne montre aussi de temps en temps ses faiblesses dans sa façon de négocier avec les autres Européens. Ce n'est pas le cas de la Chancelière, du ministre des finances et du ministre des affaires étrangères. C'est plutôt que s'exprime trop souvent dans les débats publics en Allemagne un certain dogmatisme de pure théorie économique. Cela cache parfois aussi un manque de solidarité européenne, le nationalisme régressif à l'allemande. Le nouveau parti eurosceptique en Allemagne, l'AfD, et son président en sont un exemple [2]. De même, le Tribunal constitutionnel fédéral, bien que dépourvu bien entendu de telles tendances populistes, joue dans ce domaine un rôle difficile. Dans ses arrêts sur la politique européenne, on trouve des arguments statiques, a-historiques et donc non politiques, dans lesquels s'exprime le souci de l'identité nationale si péniblement acquise.

Toutefois, la politique allemande obéit à une conviction propre, acquise par l'expérience, quand elle dit que le chemin vers toujours plus de dette conduit au désastre socio-économique, politique et même moral, et que des réformes en profondeur sont incontournables pour les institutions publiques et leurs structures sociales, de façon à garantir, et à renforcer dans la concurrence globale, la cohérence de leur efficacité économique, en un mot pour assurer leur avenir. Dans le style, la politique allemande devrait peut-être plus fortement que jusqu'ici associer rigueur et souplesse.

L'Allemagne a également pleine conscience de sa relation particulière avec la France, et de la responsabilité particulière des deux pays pour l'avenir de l'Europe. Les deux pays sont le „noyau du noyau“ comme Schäuble et moi l'avons écrit il y a de cela tout juste vingt ans[3].

Les crises ne sont pas des catastrophes, mais le mode de développement des grands projets, qui donnent une réponse aux grands courants de la société, comme la réponse de l'Europe à la globalisation. Ce sont aussi des processus d'apprentissage. Et qui n'apprend pas, chacun le sait, finit par disparaître. „Il y a toujours une crise quand l'Ancien est mort et que le

Nouveau n'est pas encore né“, dit Antonio Gramsci. C'est précisément encore dans ce « status nascendi » que se trouve l'Europe à l'heure actuelle. Quelques-uns des pays avec les faiblesses les plus menaçantes, comme l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et même dans une certaine mesure la Grèce, ont franchi le point bas. Les citoyens italiens, lors des dernières élections, ont donné une chance à la politique pour enfin réaliser ce qui est depuis longtemps en souffrance. La France s'est mise en chemin. Dans quelques années, l'Europe sera plus forte que jamais.

On devra alors tirer également les conséquences institutionnelles de la crise, afin de sécuriser la route engagée pour l'avenir, et éliminer les impropriétés juridiques comme les règles de droit national (et non pas européen) adoptées lors de la crise de l'euro comme conséquence du veto britannique. Il sera également nécessaire de clarifier par priorité la position de la Grande-Bretagne envers et dans l'Europe. Vaste chantier ! pour parler familièrement. Un chantier qui à nouveau nous relie à un grand et long passé, celui qui a commencé avec la renonciation des Normands à la couronne royale de France lors de la paix de Picquigny[4] en l'an 1475 !

La crise est aussi un processus d'apprentissage au sens où les identités nationales et l'identité européenne évoluent dans une nouvelle relation mutuelle. Comme *Etat-Nation*, l'Etat n'est pas seulement une forme d'organisation de la politique, mais aussi une forme de vie, c'est-à-dire la façon dont la société s'est constituée politiquement, socialement et culturellement et la façon dont elle se comprend. A ce titre, la France a apporté une contribution unique. Mais il ne faut pas oublier non plus ce que le Français (!) Raymond Aron a dit : „L'Etat-Nation n'est pas le but de l'histoire“. Il ne va pas disparaître, mais son rôle va changer. Davantage encore qu'aujourd'hui, il sera un médiateur entre l'Europe et ses peuples. L'identité de ces peuples doit s'élargir et s'élargira. Identités nationales et européenne ne s'excluent pas. Elles ont besoin l'une de l'autre. L'identité européenne se développe sur la base culturelle commune à tous les Européens dans la rencontre toujours croissante des peuples et dans le débat avec l'Europe comme pouvoir politique.[5]

[1] Député honoraire au Bundestag (CDU), porte-parole du groupe CDU-CSU pour les Affaires étrangères (1989-2002).

[2] AfD : Alternative für Deutschland, parti « anti-euro » créé en 2013 en vue des élections au Bundestag. Le parti avait obtenu près de 5% des voix, et manqué de peu son entrée au Bundestag. (Note du traducteur).

[3] K. Lamers a été le co-auteur avec Wolfgang Schäuble (actuel ministre fédéral des finances, à l'époque président du groupe CDU-CSU au Bundestag) du célèbre mémorandum intitulé « Réflexions sur la politique européenne » (publié le 1^{er} septembre 1994), qui visait notamment à une refonte des institutions européennes dans le contexte de l'après-guerre froide. Ce texte était indirectement adressé à la France, et invitait d'ailleurs explicitement à l'intensification des relations bilatérales. Il n'y a pas eu à l'époque de réponse politique française à cette initiative. (Note du traducteur).

[4] Traité marquant la fin de la Guerre de Cent Ans. (Note du traducteur).

[5] Traduit de l'allemand par Louis de Fouchécour.